

La campagne électorale du NPA dénonce le capitalisme et se fait l'écho des luttes, mais avec une orientation trop proche du réformisme et de l'électorisme

À l'heure où nous écrivons, l'élection des députés français au Parlement européen auront lieu dans dix jours, et tout indique que, sur fond d'une importante abstention, l'UMP arrivera en tête malgré l'impopularité persistante de Sarkozy et de son gouvernement. Après avoir triomphé des grèves et évité la montée vers la grève générale grâce à l'aide des directions syndicales, Sarkozy pourra donc ainsi partir en vacances renforcé et requinqué.

Si le PS fait campagne pour « changer l'Europe » (1) dans le but de changer la majorité au Parlement européen, il n'incarne pas une alternative significative aux yeux de la masse des travailleurs. Ni au niveau national où le PS peine à faire croire que ses solutions à la crise soient différentes de celles de l'UMP (qui elle aussi prétend défendre le « modèle social français »), ni au niveau européen, où le PS a approuvé le traité de Lisbonne et où les partis « sociaux-démocrates » et les partis de droite votent main dans la main la plupart des textes au Parlement de Strasbourg.

Profitant de l'affaiblissement du PS, le MODEM de Bayrou cherche à capter une partie de l'électorat socialiste en se positionnant comme l'opposant le plus ferme à Sarkozy (avec la sortie de son livre Abus de pouvoir), et en premier défenseur des libertés démocratiques. Sur le terrain écolo et europhile, Cohn-Bendit a réussi à rassembler un aréopage d'arrivistes de droite et de gauche qui pourrait cartonner dans les couches supérieures du salariat.

Le Front de gauche compte profiter de la transformation du PS en parti 100 % bourgeois, en défendant les valeurs traditionnelles de la social-démocratie (la redistribution, les politiques keynésiennes de relance, etc.). Il propose simplement de renforcer les services publics et le rôle de l'État vis-à-vis du marché sans remettre en cause les fondements du mode de production capitaliste : « Le marché peut faire bien des choses, mais ne peut pas tout. L'intervention publique est nécessaire » (2).

Lutte ouvrière mène une campagne anticapitaliste sans semer d'illusion sur la réforme du système : « Nous dirons, dans cette campagne, qu'il n'y a aucun remède contre la crise dans l'économie capitaliste » (3). Mais elle ne défend pas centralement la perspective socialiste et elle ne propose aucune stratégie de lutte aux travailleurs pour affronter la crise. S'il est juste que le NPA ait refusé de faire alliance avec des partis pro-capitalistes comme le PCF ou le PG, on ne peut que regretter qu'il n'ait pas « harcelé » LO pour mener ensemble une campagne anti-capitaliste conséquente.

Enfin, certaines conditions semblent réunies pour que le FN progresse par rapport aux élections locales de 2008. L'aggravation de la crise, la montée du chômage, la perte de popularité de Sarkozy, le reflux des grèves, la dénonciation de l'Union européenne, la faiblesse de la campagne des anticapitalistes, font que le FN pourrait à nouveau incarner le vote de contestation pour de nombreux travailleurs.

Dans cet article pour le bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA, nous analysons les forces et surtout les faiblesses de la campagne de notre parti, qui n'a pas selon nous défendu la ligne qu'il aurait dû défendre pour se renforcer et gagner à lui un maximum de travailleurs.

Une campagne qui dénonce le capitalisme et se fait l'écho des luttes

La campagne du NPA met en avant le mot d'ordre juste : « *Ce n'est pas nous de payer leur crise !* ». Cela nous distingue des autres listes qui souhaitent amender ou compléter le plan de relance de Sarkozy. C'est de fait la question centrale du moment présent, l'axe du combat contre la résignation, pour une lutte de classe conséquente et radicale qui s'en prenne à la logique même du capitalisme. En se présentant comme les défenseurs des intérêts du monde du travail, en refusant de rogner sur les revendications pour que celles-ci puissent apparaître comme « réalistes » ou « compatibles » avec le maintien du système capitaliste, le NPA ne cède pas aux sirènes de l'union sacrée face à la crise. Le NPA se positionne comme le parti qui soutient les travailleurs en lutte, leur donne la parole et qui refuse de dresser un mur de séparation entre la lutte de classes dans les entreprises et le combat électoral. Les meetings et réunions publiques permettent aux travailleurs d'entendre d'autres travailleurs et de réfléchir sur les luttes récentes ou en cours.

En outre, le NPA explique qu'il faut en finir avec le système capitaliste pour sauver la planète et satisfaire nos besoins. En cela, il se distingue du Front de gauche, dont l'horizon ne va pas au-delà d'une simple régulation et de politiques de redistribution dans le cadre du système — tout en participant en fait, au quotidien, à la gestion du système (notamment à l'octroi de grasses subventions publiques au patronat) dans l'ensemble des régions de France, où il participe aux exécutifs régionaux avec le PS, ainsi que dans de nombreuses municipalités.

Toutefois, nous pensons que la campagne du NPA a de grosses lacunes et qu'elle ne propose pas une alternative claire, révolutionnaire et donc enthousiasmante, aux vieilles ficelles réformistes. En tendant à s'enfermer dans une logique réformiste, pensant sans doute ratisser plus large, nous allons droit dans le mur, en perdant sur tous les tableaux : celui de la clarification politique (qui ferait progresser la conscience des travailleurs) et celui de la construction du parti.

Les axes programmatiques du NPA ne se distinguent pas assez de ceux du Front de gauche

Le Conseil Politique National (CPN) de mars 2009 a fixé les « 4 axes principaux » de la campagne : « *Une Europe sociale, Une Europe démocratique, Une Europe écologique, Une Europe antimilitariste et anti-impérialiste* ». Ces axes ne constituent pas une surprise car ils se situent dans le droit fil du texte de congrès sur les européennes (4). Cependant, ils vont encore plus loin dans le renoncement à la perspective communiste puisqu'ils gommant tout aspect de classe, alors que le texte de congrès mettait encore en avant la perspective d'une « Europe des travailleurs » et même d'une Union socialiste. Ainsi, les brochures (4 pages) de campagne mettent en avant « Une Europe des peuples, démocratique, sociale, solidaire et écologique ».

Les intitulés des 4 axes de la campagne ne permettent pas de distinguer le NPA de la gauche réformiste. Ce sont des slogans creux qui sont repris ou peuvent être repris par tout le spectre politique. Le NPA devrait au contraire expliquer comment se débarrasser du système capitaliste, en dressant la perspective de la destruction des institutions (nationales et supranationales) de la bourgeoisie, par la mise en place d'un gouvernement des travailleurs auto-organisés en rupture avec l'Union européenne du capital. Et à l'Europe du capital, plus ou moins « sociale », « démocratique » ou « écologique », nous devrions opposer notre perspective d'une Europe socialiste des travailleurs.

Mais la campagne du NPA ne fait pas seulement abstraction de la perspective communiste. Elle fait croire qu'il serait possible de redistribuer radicalement les richesses dans le cadre du capitalisme. Dans la double page « L'Europe que nous voulons » de *Tout est à nous !* n° 6, on nous dit qu'il est « possible » de reprendre 10 points de PIB passés dans la poche du patronat, et donc de financer les 300 euros d'augmentation pour tous. Il suffit de « prendre sur les profits » pour obtenir une « nouvelle répartition entre les salaires et les profits ». Ainsi, sans détruire le système capitaliste (puisque les profits existeront toujours), on pourrait imposer la répartition que l'on veut aux capitalistes. C'est entretenir des chimères, nier les lois mêmes du capitalisme et le fait que les rapports de distribution découlent des rapports de production. Le NPA ne doit pas raconter des histoires aux travailleurs. Laissons cela à Mélenchon et Buffet ! La radicalité ne consiste pas à proposer une hausse des salaires de 300 euros plutôt que de 200 euros, mais à prendre les choses à la racine. Il s'agit d'expliquer que la nécessité de détruire le système capitaliste (et donc de s'en donner les moyens) n'est pas une lubie, mais découle du fait qu'il est impossible de réformer le capitalisme pour qu'il serve les intérêts de la majorité de la population.

Réformer l'Union Européenne ou la détruire ?

À l'instar du Front de Gauche et des partis bourgeois, le NPA plaide pour « *une Europe où le meilleur d'une législation sociale ou démocratique soit étendu à tous, avec la création de services publics européens* » (5). Dans l'émission *Ripostes* du 24 mai 2009, Olivier Besancenot s'est plaint qu'il n'existait pas de fiscalité et de budget européens et a regretté que les décisions sur la fiscalité doivent être prises à l'unanimité. Mais quel est l'intérêt de dire cela ? Cela fait croire qu'un bricolage institutionnel pourrait apporter un réel bénéfice aux travailleurs. C'est complètement désastreux pour la conscience de classe des travailleurs de propager ce genre d'illusions et de laisser le FN apparaître comme les seuls à dénoncer les institutions européennes. Marteler qu'il faut harmoniser par le haut les droits sociaux sans expliquer comment cela pourrait se faire, c'est répéter les belles promesses creuses des partis du système et faire croire qu'on peut agir dans le cadre de l'UE pour améliorer les droits des travailleurs.

Même si le NPA remet abstraitement en cause l'ensemble des traités, il n'en tire pas les conséquences pratiques et met au contraire en avant des propositions de réforme de l'UE. Ainsi, le NPA plaide pour une « assemblée constituante » européenne. Pourtant, le régime des pays européens est déjà celui de la démocratie bourgeoise. Sur quoi aboutirait donc une telle constituante, c'est-à-dire une assemblée élue au suffrage universel, fût-ce à la proportionnelle intégrale, après une campagne électorale orchestrée avec les partis actuels, les médias actuels, le système actuel ? Assurément à la même UE que celle que l'on connaît aujourd'hui ! Par quel miracle en serait-il autrement ? Pour satisfaire les besoins des travailleurs, la perspective à avancer n'est pas celle d'une nouvelle forme politique pour l'Europe capitaliste, d'une UE relookée. Les anticapitalistes conséquents, c'est-à-dire les révolutionnaires, doivent au contraire expliquer que notre but est de faire la révolution, c'est-à-dire de constituer un gouvernement des travailleurs, qui romprait immédiatement avec l'UE capitaliste et dont la première tâche serait de tout faire pour étendre la révolution dans les autres pays de l'UE et du monde. Avec en ligne de mire l'objectif des États-Unis socialistes d'Europe et des États-Unis socialistes tout court.

L'alliance proposée aux *Alternatifs* est révélatrice du voisinage de la campagne du NPA avec le réformisme

Le CPN de mars considérait que les conditions étaient réunies pour un accord avec les *Alternatifs*. Dans un projet de tribune pour *Le Monde* (6), des dirigeants du NPA expliquaient : « *Avec les Alternatifs, nous avons enregistré de très nombreuses convergences* », sans préciser lesquelles.

Une fois examinée le pedigree des *Alternatifs* (cf. encadré), on comprend mal ce qui les

distingue du PCF ou du PG. Difficile d'expliquer en quoi les Alternatifs seraient plus anticapitalistes que le PCF et le PG. Difficile aussi d'expliquer que les Alternatifs seraient moins liés au PS que le PCF et le PG, puisqu'ils participent à des exécutifs locaux avec le PS (comme à Nantes) et ont bien l'intention de continuer !

La direction du NPA donne donc du grain à moudre à ceux qui l'accusent d'avoir refusé les alliances avec le PCF et du PG, pour des raisons purement boutiquières.

Pour éviter les deux plaies du sectarisme et de l'opportunisme, notre parti aurait dû mener une campagne anticapitaliste conséquente et tous les militants honnêtes auraient compris qu'une telle campagne n'aurait pas pu être menée avec des organisations telles que le PCF, le PG ou les Alternatifs. Non seulement parce que ces gens-là refusent de rompre avec le PS, mais aussi parce que ce refus même découle de leur réformisme et de leur refus de combattre pour développer la lutte de classe, pour dénoncer les directions syndicales (auxquelles ils sont au contraire organiquement liés), pour combattre dans l'objectif de la grève générale.

Les Alternatifs : un petit parti capitaliste

Les « quatre piliers » des Alternatifs sont « *solidarités, écologie, féminisme, autogestion* ». Ainsi, ils ne se définissent pas comme un parti de classe, anticapitaliste, pour le socialisme, sans même parler de la révolution... Leur horizon et leurs méthodes sont totalement étrangers au mouvement ouvrier : « *À travers une démarche de démocratie citoyenne, les alternatifs se donnent pour objectif d'aider à construire les bases d'un système politique où les modes de production et de répartition des richesses seront un outil de développement, de la justice sociale, de l'écologie et de la solidarité* ».

Dans leur réponse au NPA sur les élections européennes, les Alternatifs affirment franchement : « *Les Alternatifs sont opposés à l'interdiction des licenciements, et prônent ouvertement la 'Sécurité sociale professionnelle revendiquée par la CGT et Solidaires'* » (7). Ainsi, ils ne remettent pas en cause la propriété privée et le droit des patrons de mettre à leur porte leurs employés ; ils réclament juste un accompagnement social à base de formations, indemnités « généreuses », etc. Dans cette même lettre, les Alternatifs se félicitent que le NPA mette en avant les « services publics européens » et la « constituante européenne ». S'il n'est guère étonnant que ce parti souhaite réformer l'Union Européenne, cela l'est en revanche davantage pour notre parti qui se revendique anticapitaliste conséquent !

Pour faire face à la crise, les Alternatifs ne proposent aucune rupture avec le capitalisme : à l'instar des bureaucrates syndicaux, ils réclament juste que les plans de relance soient complétés par des mesures de soutien à la consommation : « *Soutenir l'investissement à moyen terme est une chose, mais n'est pas suffisant : la confiance passera par une relance du pouvoir d'achat.* » Mais ils se veulent réalistes et ainsi

soucieux de ne pas trop augmenter les salaires : « *Plutôt que d'augmenter le SMIC brut, ce qui peut poser problème à court terme dans un certain nombre d'entreprises, il est possible d'augmenter le SMIC net par la réduction totale (8 % des salaires) ou partielle de la CSG, réduction plafonnée au niveau de ce même SMIC même pour les salaires plus élevés.* »

L'unité politique électorale avec un tel parti ne peut donc pas de faire sur « *un projet anticapitaliste au contenu précis en rupture avec le système* » (8). Il ne peut se faire que sur un programme de réforme sociale qui s'inscrit totalement dans le cadre du système. Si finalement l'alliance n'a pas été scellée, c'est simplement parce que les Alternatifs ont refusé de choisir entre le Front de gauche et le NPA, appelant à voter indistinctement pour l'un ou pour l'autre.

Le NPA glisse vers l'électorisme

Depuis début mai, le Comité exécutif demande aux militants NPA une implication très forte et quotidienne dans la campagne électorale : « *Il reste à peine 33 jours. Pour chacune et chacun, pas un jour sans campagne !* » (Informations du CE du 6 mai) ; « *Il reste 25 jours à peine. Pour chaque militant-e et sympathisant-e du NPA, pas un seul jour sans campagne !* » (Informations du CE du 13 mai) ; « *Il faut une mobilisation exceptionnelle de tout le NPA dans les 19 jours qui restent !* » (Informations du CE du 19 mai)... Même si le CE ressent le besoin de préciser que le NPA n'est pas électoraliste (« *Nous ne sommes pas électoralistes* », Informations du CE du 6 mai), on ne peut que constater qu'une telle implication des militants n'a pas été demandée sur un autre sujet depuis le congrès de fondation ; notamment pas pour la mise en place des coordinations et autres structures d'auto-organisation qui étaient nécessaires pour déborder les directions syndicales et leur imposer la grève générale...

Pour la direction du NPA, les élections européennes sont le principal enjeu de la période : les militants doivent se battre pour arracher les votes un par un : « *Il faut aller chercher ces 2 à 3 % supplémentaires avec les dents* » (Informations du CE du 6 mai et du 19 mai). Dans sa chasse aux électeurs, la direction du NPA en vient à mettre en avant des arguments sur le « vote utile » qu'on n'avait pas l'habitude d'entendre du côté de l'extrême gauche : « *Nous devons affirmer que nous voulons des élus. Que les seules listes de la gauche radicale qui (sans être assurée d'en avoir bien sûr) ont le plus de chance d'en avoir, ce sont celles du NPA.* » Cela se traduit même par des propositions de « flyers » avec la mention « *Votez pour la seule liste de la gauche radicale qui ait une chance d'avoir des élu-e-s* »...

Notre parti a eu raison de ne pas boycotter les élections : elles offrent une tribune qui peut permettre de diffuser nos idées à une échelle de masse pour construire le parti. Mais l'objectif n'est pas d'avoir des élus à tout prix, en lissant son discours et en appelant au « vote utile ». Il est de convaincre un maximum de travailleurs de la possibilité et de la nécessité d'une alternative révolutionnaire socialiste et de renforcer

un parti qui se bat pour cette perspective.

Une occasion ratée

L'aggravation de la crise et les trahisons des directions syndicales ouvraient une fenêtre de tir pour le NPA qui aurait pu se démarquer, de manière nette, de tous les réformistes qui ont trempé dans la gestion du système capitaliste ces dernières années et qui trahissent les luttes. Pour cela, le NPA aurait dû utiliser la tribune des élections. pour dénoncer clairement et fortement la politique des directions syndicales collaboratrices et pour lancer des initiatives concrètes pour avancer vers la grève générale. Nous sommes persuadés qu'une telle campagne aurait trouvé un réel écho, suscité un réel enthousiasme parmi les travailleurs qui participent aux luttes.

Beaucoup de travailleurs s'abstiendront malgré la campagne de culpabilisation qui ne manquera pas de se déchaîner pour rappeler l'importance d'aller voter. Le côté positif de cette abstention de masse est qu'elle exprime une défiance à l'égard du système politique, le sentiment que ces élections ne changeront rien, quelle que soit la majorité au parlement européen. Pour beaucoup, l'abstention sera un acte de protestation individuel contre les politiciens et une façon de leur dire « nous ne sommes pas dupes ». À ce titre, l'abstention massive des travailleurs est une bien meilleure nouvelle qu'un vote massif et plein d'illusions pour le PS ou pour les réformistes rancis du Front de gauche. Il ne sert à rien de donner des leçons de civisme aux travailleurs qui s'abstiennent. La seule solution pour qu'ils votent massivement pour les listes anticapitalistes (NPA et LO), c'était que les deux organisations s'allient pour défendre ensemble un programme anticapitaliste cohérent et conséquent, en rupture totale avec le réformisme, traçant la perspective de la révolution et proposant un plan de lutte immédiate pour la convergence des luttes, l'auto-organisation et la grève générale.

Parmi les travailleurs qui iront voter, beaucoup hésiteront entre le Front de gauche et le NPA, et pourront préférer l'affichage « unitaire » du Front de gauche, faute de discerner clairement des différences programmatiques. La popularité d'Olivier Besancenot ne sera sans doute pas suffisante pour que le NPA fasse un score aussi bon que ce que les sondages indiquaient il y a quelques semaines. Cela n'a pas de gravité en soi, mais risque de décevoir les militants et sympathisants qui auront été sensibles à la dérive électoraliste de la direction du parti. Seule une campagne anticapitaliste et révolutionnaire aurait permis, indépendamment du score électoral comme tel, d'avancer de façon importante dans la construction du NPA. Sur ce plan comme sur les autres, il faut en tirer les leçons et revoir la politique du NPA.

1) <http://www.changerleurope.fr/>

2)

http://www.frontdegauche.eu/index.php?option=com_content&view=article&id=514:europa-pour-changer-de-cap&catid=97:actualite&Itemid=27

3) Conférence de presse de N. Arthaud :
<http://www.lutte-ouvriere.org/elections-235/conference-de-presse-de-nathalie>

4) C'est pourquoi notre Tendance avait proposé au congrès une résolution alternative à celle proposée par le Comité d'Animation National du processus NPA, cf. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=16> ; cf. aussi notre bilan du congrès du NPA, <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=10>

5) Brochure NPA pour la campagne en Île-de-France.

6) « Le NPA et l'unité à la gauche du PS », projet de Tribune dans *Le Monde* de S. Demarcq, P.-F. Grond, R. M. Jennar.

7) http://www.alternatifs.org/spip/IMG/pdf_090309RxV288-Net.pdf

8) Le NPA et l'unité à la gauche du PS, projet de Tribune dans le Monde de S. Demarcq, P.-F. Grond, R. M. Jennar.

Gaston Lefranc, le 29 mai 2009